

OPINION

Serge Antoine*

« Faciliter la rencontre entre écologie et développement »

Serge Antoine, 53 ans, a été l'un des premiers en France à se préoccuper d'environnement et a pris une part active à la création d'un ministère chargé de ce problème. Ses nouvelles responsabilités au ministère de l'Environnement et du Cadre de vie lui permettent de continuer à travailler sur les grandes questions de la 2^e génération.

— Vous êtes un des pionniers de l'environnement, pouvez-vous expliquer comment cette notion est apparue ?

La naissance de l'environnement remonte en France, aux années 65-70, au sens où le mot est entré dans les mœurs (Louis Armand et moi y avons contribué) et où a été lancée une politique globale au-delà des mesures par « secteur » dont l'origine est, bien entendu, plus ancienne (établissements classés 1917, assainissement, sites protégés 1930, etc.). S'agit-il d'une naissance datée ? Non. Ce fut l'émergence d'une préoccupation ; aux Etats-Unis, dès 1965, en Europe dans les années 60, dans le Tiers-Monde pendant et après la Conférence de Stockholm en 1972 (Maurice Strong y a pris une grande place). Mon rôle a consisté à faciliter en France cette naissance en aidant à clarifier les objectifs, en engageant les premières mesures (les « cent mesures » 1969-1970) et en cherchant à promouvoir des institutions à même de prendre en charge, non pas une nuisance ou une pollution l'une après l'autre, mais un ensemble ouvert sur une problématique de société et de cadre de vie. J'avais travaillé de la même manière pendant 10 ans avec

un concept, lui aussi, flou, au départ : l'aménagement du territoire.

D'une manière générale, je ne suis ni un gestionnaire du présent, ni un visionnaire : je m'efforce, à partir d'une notion dont je sens qu'elle va prendre corps, à faire en sorte qu'elle ne reste pas orpheline. Les maladies actuelles viennent de déshérences.

Ce n'était pas facile, il y a 10 ou 15 ans (je me souviens, à cet égard, de l'invention, à Lurs, des parcs naturels régionaux pour prendre en charge des zones entières de la « France rurale incertaine »). De nombreux articles ou positions soutenaient alors de ce « romantisme ». D'autant plus que nous étions quelques-uns à encourager un environnement « à la française » avec une définition qualitative, large, culturelle et sociétale de l'environnement. Les Anglo-Saxons véhiculaient, eux, alors, des concepts plus compartimentés sur la réparation des dommages.

— Le rapprochement entre les administrations de l'ex-environnement et de l'ex-équipement vous semble-t-il s'accorder à cette définition ?

Je n'ai jamais cultivé la différence entre environnement naturel et environnement construit ; dès les années 50, j'ai écrit en équipe des articles d'écologie urbaine. J'ai toujours été à l'aise aussi bien avec Jean Dorst ou Cousteau, avec Gruson ou Bertrand de Jouvenel avec les planificateurs urbains ; c'est moi, par exemple, qui ai, il y a 15 ans, mis en place les OREAM pour l'urbanisme des aires métropolitaines. La vertu du ministère est de faciliter la rencontre entre écologie et développement. Le cœur des villes ne pouvait pas rester étranger à cette confrontation. Les ingénieurs de la nouvelle génération sont plus ouverts à l'écologie, à la vie,

aux impacts sur un monde fragile au-delà de l'insouciance du 19^e siècle vis-à-vis de ses ressources. Mais rencontre ne veut pas dire amalgame et élargissement indéfini. Il faut refuser l'idée d'un ministère du bonheur, touche à tout. Il est nécessaire de se limiter pour l'action. Le problème n'est pas d'étendre les domaines de compétence mais de prendre en compte les liaisons souvent méconnues. La société perçoit mieux les horizontales et les verticales que les « diagonales » ou « interfaces ». Aujourd'hui, je m'attache à la Mission des Etudes et de la Recherche à travailler aux « nouvelles frontières » de cette guerre de 30 ans qu'est l'environnement : sciences de la vie, climatologie, comptabilité patrimoniale, liaison avec les ressources, écodéveloppement...

— Pour percevoir ces liaisons, les hommes de l'environnement ne doivent-ils pas être des généralistes ?

Je ne crois pas aux généralistes bien qu'on le devienne souvent plus ou moins à force de manier l'ensemble des problèmes. Je préfère que notre société ne perde pas les spécialistes qui ont un métier en main et qui connaissent les rapports entre l'outil et le milieu. Ce qui lui est alors nécessaire c'est d'avoir la modestie de dire qu'il ne sait pas tout et l'envie de recourir aux autres. Il n'y a pas une spécialité de l'environnement mais une multitude de spécialistes qui y concourent. Certains sont dans la mouvance de l'environnement, d'autres non : les nutritionnistes, les climatologues, les géologues, les biologistes doivent être impliqués ; les relations santé-environnement sont encore à cultiver. De la même manière, la prospective ne se limite pas à une spécialité : préparateur en futurologie. Elle doit viser à inciter les urbanistes, les écologistes, géographes, ingénieurs des ponts et chaussées, pharmaciens, à inclure le long terme dans leurs actions. A intégrer la prospective comme l'environnement dans le quotidien. L'expérimentation, le travail sur le terrain, la recherche-innovation sont sœurs de la réflexion. Pour moi, ce sont deux dimensions que je m'efforce de relier à chaque fois que je le peux. □

* Chef de la mission des études et de la recherche.